

LA VISITE DU PRÉSIDENT NIXON—L'ANNONCE DE LA
POLITIQUE CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS
ÉTRANGERS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le gouvernement fera-t-il connaître sa position concernant les investissements étrangers au Canada avant la visite du président Nixon? Si je pose cette question, c'est parce que le premier ministre a indiqué que le terrain avait été déblayé dans ce domaine lors de sa dernière visite à Washington.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je ne pense pas que la visite du président ait affaire en quoi que ce soit à cette question. Ainsi que le député n'est pas sans le savoir, nous étudions actuellement la mise en application de principes, sur lesquels nous sommes déjà tombés d'accord. C'est cette étude qui est en cours, de même que la mise au point de la documentation nécessaire, qui expliquent que le gouvernement n'ai pas encore fait connaître sa position. L'attitude du gouvernement américain, qui n'a pas encore fait connaître sa position sur ce sujet, n'est nullement en cause.

LE PROJET D'INVITATION DU PRÉSIDENT NIXON À UNE
SÉANCE D'UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

L'hon. M. Stanfield: Le premier ministre suppléant peut-il nous dire si on va pressentir le président pour lui demander de comparaître devant un comité parlementaire approprié au cours de sa visite, comme on l'a fait pour le premier ministre Kossyguine—ou un membre influent de son cabinet pourrait comparaître devant le comité, de façon qu'il puisse y avoir un échange de vues?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je suis sûr que l'honorable député espère comme moi que le président sera accueilli très chaleureusement au Canada. J'ose espérer que le président aura l'occasion de comparaître lui-même.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Pendant le séjour du président, le premier ministre a-t-il l'intention d'annoncer une de ces percées spectaculaires, lorsqu'il pourra dire à la population que M. Nixon lui a assuré...

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES GRAINS

LES PROPOSITIONS DES SOCIÉTÉS FERROVIAIRES AU
SUJET DE LA LOCATION DE MATÉRIEL
SUPPLÉMENTAIRE

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, le ministre chargé de la Commission du blé dirait-il si le CP a fait à la Commission des propositions précises pour lui louer d'autres locomotives et wagons de marchandises qui serviraient uniquement au transport du grain les trois derniers mois de la campagne agricole en cours, à la condition que le gouvernement accepte de payer les frais de location et si oui, quelle a été la réponse de la Commission ou la sienne en tant que ministre responsable?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la question du matériel et les façons de s'en procurer d'autre pour remplir les commandes extraordinaires et toujours croissantes...

[L'hon. M. Sharp.]

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Lang: ... est à l'étude entre la Commission du blé et les chemins de fer. Le gouvernement suit les discussions de près. Il serait prématuré de commenter l'état de la question, mais je pourrais avoir d'autres renseignements à donner à la Chambre en temps opportun.

M. Gleave: Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si le CN a fait une offre de ce genre ou bien s'il a été invité à faire une telle offre, afin que la Commission canadienne du blé soit mieux en mesure de faire face à ses engagements et d'accepter la conclusion de nouveaux contrats?

L'hon. M. Lang: La Commission canadienne du blé est engagée dans des pourparlers avec les deux compagnies de chemins de fer.

LA QUANTITÉ DES STOCKS ENTREPOSÉS À THUNDER
BAY

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire se rattache à celle qu'on vient de poser. Étant donné qu'on prévoit que la voie maritime du Saint-Laurent sera ouverte tôt cette année, et vu l'inquiétude générale dans le commerce des céréales comme quoi il n'y aura jamais assez de céréales propres entreposées à Thunder Bay pour remplir nos engagements avec les pays d'outre-mer pour le printemps, le ministre s'entretiendrait-il immédiatement de cette situation grave avec son collègue le ministre des Transports pour s'assurer si possible que les chemins de fer vont prendre des mesures pour remédier à cette situation?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la Commission du blé est parfaitement consciente de la possibilité que la saison de navigation sur la voie maritime commence tôt, et elle en est fort heureuse. Elle essaie donc de prendre des dispositions afin qu'on transporte suffisamment de céréales pour répondre aux besoins. Pour autant que je sache, elle est satisfaite du programme établi, et elle se tient en rapport étroit avec les chemins de fer pour veiller à ce que les céréales soient expédiées en temps voulu.

LE FONCTIONNEMENT POSSIBLE 7 JOURS PAR SEMAINE
DU TERMINUS DE VANCOUVER—LES HEURES
SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au ministre chargé de la Commission du blé où en sont les négociations et les projets en vue d'exploiter les terminus de Vancouver six ou sept jours par semaine—ou vont-ils continuer à ne fonctionner que cinq ou cinq jours et demi par semaine? Si on décide de les faire fonctionner six ou sept jours par semaine, le gouvernement envisage-t-il de prendre en charge le coût du temps supplémentaire?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que lors de discussions antérieures, les élévateurs ont signalé à la Commission canadienne du blé qu'ils étaient disposés à prolonger les périodes d'exploitation, lorsque cela permettrait clairement de décharger un nombre plus élevé de wagons de céréales. Il n'a nullement été question d'ajouter un versement aux taux réguliers versés pour la manutention des céréales.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Les députés remarqueront que divers députés veulent poser des questions